

Accès aux réserves pétrolières : priorité nationale chinoise

La Chine a longtemps été une superpuissance autosuffisante quant à ses besoins énergétiques. Possédant des réserves de gaz et de pétrole non négligeables et parmi les plus importantes réserves de charbon au monde, la Chine est restée longtemps à l'écart des cycles et tensions du marché pétrolier. La mutation de son économie qui s'est accélérée depuis les années 90 a changé la donne. Depuis 1993, la production domestique en pétrole ne suffit plus à subvenir à ses besoins ; la Chine entre alors dans le club des puissances qui doivent s'approvisionner sur le marché extérieur avec ses contraintes. C'est également depuis le début des années 90 que la Chine a entrepris d'investir dans des concessions pétrolières à l'étranger.

L'Agence Internationale de l'Energie estime qu'entre 1990 et 2005, la consommation chinoise en hydrocarbures (pétrole et gaz) a crû 6 fois plus vite que la consommation mondiale, et cette soif en hydrocarbures ne devrait que sensiblement s'atténuer dans la prochaine décennie. En 2005, la Chine a consommé 6% du pétrole et gaz brûlés ou convertis dans le monde, contre juste 2.6% en 1990. Ceci reste bien en deçà de ce que représente la consommation américaine. A eux seuls, les Etats-Unis revendiquent 23% de la consommation mondiale en pétrole et gaz.

En 2005, les deux tiers du pétrole consommés aux Etats-Unis l'ont été par le secteur du transport. La même année, le secteur transport de la Chine absorbait 35% de la consommation totale en pétrole. Le second grand consommateur de pétrole et gaz en Chine est le secteur qui regroupe les services, l'agriculture et le logement. Poussé par des conditions de vie qui s'améliorent et un plus grand pouvoir d'achat essentiellement en zone urbaine, le consommateur chinois achète des téléviseurs, des machines à laver, des voitures, installe des climatiseurs dans son appartement. Tout cela contribue à l'augmentation de la consommation d'énergie par habitant qui, entre 2000 et 2005, a progressé de près de 75%, soit une moyenne annuelle de 15%. En Europe et aux Etats-Unis sur la même période, la consommation d'énergie par habitant est restée stable. Le dynamisme de l'industrie chinoise, tant sur son marché intérieur qu'à l'exportation, et la soif des consommateurs chinois à mieux s'équiper, sont directement responsables de cette forte augmentation de la demande chinoise en pétrole et gaz, contribuant ainsi à l'incroyable augmentation du prix du pétrole depuis 2003.

Le ratio réserve sur consommation nationale de la Chine est très bas. Au rythme actuel de consommation, les réserves chinoises en pétrole et en gaz représentent respectivement environ 6 et 45 ans de consommation.

Les réserves américaines en pétrole et gaz correspondent à 4 et 10 ans de consommation. Tout comme l'économie américaine, l'économie chinoise est donc vulnérable étant donné son approvisionnement extérieur en hydrocarbures. La Chine importe plus de la moitié du pétrole qu'elle consomme. Avec sa forte croissance économique, la Chine se retrouve confrontée aux mêmes problèmes et démons que les autres grandes puissances économiques. Pour assurer sa croissance, elle doit à la fois sécuriser son approvisionnement en pétrole et limiter l'exposition de son économie aux hydrocarbures.

Les solutions envisagées par la Chine pour limiter son exposition au pétrole et au gaz ressemblent fort à celles considérées par les autres grandes puissances économiques telles que les Etats-Unis et l'Europe. La Chine a ainsi lancé un vaste programme de refonte de ces différents standards régissant la construction des bâtiments publics et privés, la conception de voitures, locomotives, navires et appareils électriques plus propres et consommant moins. Les grandes cités chinoises ont comme projet de développer les transports en commun pour limiter l'utilisation de voitures. La Chine souhaite développer les énergies renouvelables. La construction des méga barrages des Trois Gorges en est l'illustration, même si cela doit se faire au détriment des populations rurales locales. Les autorités chinoises ont initié également des programmes de champs d'éoliennes. Forte d'immenses réserves de charbon, la Chine entend continuer le développement de la filière charbon pour la génération électrique tout en utilisant les dernières technologies moins polluantes. En 2005, 80% de l'électricité en Chine était produite à partir de centrales thermiques à charbon. La Chine ne délaisse aucune alternative au pétrole et au gaz. La Chine a ainsi décidé de s'équiper en réacteurs nucléaires de troisième génération. En 2007, la Chine a passé commande de six centrales nucléaires : deux au consortium Areva/EDF et quatre à leur concurrent américain Westinghouse. Pendant longtemps, l'électricité, le gaz naturel et l'essence à usage privé étaient subventionnés. La Chine cherche aujourd'hui à diminuer graduellement les subventions sur l'électricité, le gaz et l'essence. Toutefois, la dernière flambée du cours du brut risque vraisemblablement de freiner la libéralisation de ces secteurs. En effet, une libéralisation un peu trop brusque risquerait de freiner la consommation des ménages si précieuse pour la croissance. Enfin, la Chine a aussi copié les autres grandes puissances en mettant en place des réserves stratégiques qui n'existaient pas jusqu'en 2006.

La Chine garde ses particularités et a opté pour des solutions plus singulières pour limiter sa consommation nationale en énergie. Le contrôle des naissances

reste un moyen efficace pour limiter la consommation énergétique. Les autorités chinoises estiment que le contrôle de la natalité a permis d'éviter 300 millions de naissances pour une population actuelle d'un peu plus de 1,3 milliard d'individus. Un calcul grossier suggérerait alors que sans ce contrôle, la consommation en énergie de la Chine serait aujourd'hui 20% plus élevée que la consommation actuelle.

En 1998, les autorités gouvernementales chinoises décident de restructurer les différents actifs pétroliers, sous le contrôle alors d'autorités locales, en trois grandes compagnies pétrolières aux activités intégrées : la China National Petroleum Corporation (CNPC), la Chinese National Offshore Oil Company (CNOOC) et la China Petroleum & Chemical Corporation (SINOPEC). Le partage s'est fait essentiellement sur une base géographique : nord, nord-est et nord-ouest pour la CNPC, centre, est et sud-est pour SINOPEC, et les actifs en mer sont revenus à CNOOC. Ces dernières années, tout en privatisant très partiellement ces sociétés, l'Etat garde son contrôle sur ses trois compagnies. Les objectifs de ces sociétés nationales pétrolières chinoises sont d'augmenter leurs réserves de pétrole et de gaz autant sur le territoire domestique qu'à l'international. Dans leur quête aux nouvelles découvertes de champs pétrolifères, les sociétés nationales chinoises sont confrontées à la concurrence des grandes sociétés occidentales et surtout aux « chasses gardées » améri-

caines telles que le Moyen-Orient. L'analyse de la présence de ces sociétés nationales chinoises à l'international révèle clairement que trois critères importants sont considérés dans le choix des investissements : potentiel du pays, sécurisation et contrôle de l'acheminement du pétrole ou du gaz de son lieu de production jusqu'en Chine, et présence ou pas des compagnies pétrolières occidentales. Ainsi, pour s'approvisionner en gaz, la Chine privilégie les accords avec ses voisins aux riches réserves de gaz tels que la Russie, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Australie, l'Indonésie et la Birmanie. Les réserves situées dans le sud-est asiatique, en mer Caspienne et en Sibérie sont essentiellement constituées de nappes de gaz, pauvres en pétrole et liquides. La Chine doit trouver le pétrole ailleurs, avec toujours son souci d'en contrôler son acheminement tout en profitant de l'absence des compagnies occidentales dans les pays « voyous » tels que le Soudan ou l'Iran. La Chine n'a pas une flotte puissante et ne contrôle pas les détroits stratégiques comme le détroit d'Ormuz, le détroit de Gibraltar, le Canal de Suez ou le détroit de Malacca réputé pour ses actes de piraterie. Dans ces choix d'approvisionnement, il semble donc que la Chine privilégie les pays desquels l'acheminement du précieux liquide évite ou contourne ces zones non contrôlées. En fonction de ses impératifs stratégiques, la Chine investit essentiellement dans les projets pétroliers au Soudan, en Birmanie - d'où le pétrole pourrait transiter en Chine par un pipeline (en



▲ Entrée de la Cité Interdite (vue de l'intérieur)

évitant le détroit de Malacca), en Iran, au Pérou, au Venezuela, en Angola et au Nigeria. Le pétrole chargé au Pérou, Venezuela, Angola ou Nigeria peut être transporté par voie maritime sans avoir à traverser nécessairement un des détroits ou canaux sous le contrôle indirect de l'Occident (canal de Panama, de Suez, détroit de Gibraltar, de Bab El Mandeb, d'Ormuz). Les tankers ont toujours la possibilité, malgré une route plus longue, d'atteindre la Chine en passant par le cap Horn ou le cap de Bonne Espérance. En Angola et au Nigeria, les sociétés pétrolières chinoises sont en concurrence avec l'ensemble des sociétés internationales et ont remporté d'importantes concessions. Ces succès déplaisent souvent aux autres sociétés internationales qui protestent contre une compétition déloyale de la part des sociétés nationales chinoises. En effet, ces dernières ne sont pas soumises aux obligations de l'OCDE concernant les aides aux financements. Non contraintes par des obligations de rentabilité comme peuvent l'être les compagnies pétrolières internationales auprès de leurs actionnaires, les sociétés pétrolières chinoises ont la possibilité de formuler des offres plus compétitives pour remporter des concessions. Les sociétés chinoises ne sont visiblement pas les seules à adopter une telle stratégie. Très souvent les compagnies pétrolières nationales chinoises sont en partenariat avec la société nationale indienne, ONGC, dans l'exploitation de concessions au Soudan, en Iran, en Birmanie et en Syrie. Grâce à l'internationalisation, les sociétés chinoises se modernisent et intègrent vite les méthodes modernes de management. Elles lèvent d'importants capitaux à la bourse pour assurer leur développement. Elles font appel à des financements complexes et structurés mettant en œuvre des prêts sans recours pour les organismes prêteurs.

Si le sud-est asiatique, la mer Caspienne, l'Afrique de l'Ouest et de l'Est et l'Amérique Centrale présentent, pour la Chine et ses sociétés nationales pétrolières, un intérêt stratégique de premier ordre pour l'acquisition de concessions, l'intérêt du bassin méditerranéen est par contre moins évident. La Chine possède bien quelques concessions en Syrie et en Algérie. Malgré d'importantes réserves en pétrole, la production de la Chine en Algérie devrait atteindre juste 20000 barils par jour en 2010, soit dix fois moins que la production actuelle des sociétés chinoises au Soudan. Par contre, une filiale de CNPC a récemment achevé et opéré une raffinerie en collaboration avec la société nationale pétrolière algérienne, la SONATRACH. De même, l'implantation des sociétés nationales chinoises en Libye, pays avec des réserves de pétrole équivalentes à celles du Nigeria, semble peu significative. Les raisons de cette relative absence dans le bassin méditerranéen, et particulièrement en Algérie et en Libye où le reste des sociétés pétrolières se battent pour remporter des concessions, est difficile à expliquer. Il existe bien un problème de transport du brut pour la Chine à partir de ces pays. Acheminer le pétrole de ces pays vers la Chine, obligerait les tankers à traverser le détroit de Gibraltar ou le canal de Suez, deux passages stratégiques que ne contrôle pas la Chine. Ou bien est-ce tout simplement une question de culture, ces pays méditerranéens cherchant à entretenir de bonnes relations avec l'Occident et l'Europe en particulier qui représente leur plus gros client potentiel par sa proximité géographique ? Les sociétés chinoises auraient alors à lutter âprement pour remporter des participations dans l'exploitation des gisements pétroliers. ■

Principales sources :

International Energy Agency, World Energy Outlook 2007, Reference Scenario
 National Bureau of Statistics of China
 Energy Information Administration
 US Census Bureau
 BP Statistical 2007
 National Development & Reform Commission
 World Nuclear Association
 Berkeley National Laboratory
 James A. Baker III Institute for Public Policy, Rice University
 Chatham House
 Upstream
 Rigzone
 Reuters
 Pétrole et Gaz Arabe

Stéphane FERDRIN



est ingénieur diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs en Arts Chimiques et Technologiques de Toulouse. Il est également titulaire d'un Master of Science en Génie chimique de la Rice University (Houston, USA) et d'un Mastère Spécialisé en Stratégie et ingénierie des affaires internationales de l'ESSEC. Il travaille dans le secteur para-pétrolier depuis 10 ans et alterne les missions sur propositions, projets et fonctions corporate, tant en France qu'à l'étranger.

stephane.ferdrin@gmail.com

+33 6 33 28 40 73